

| Cadre réservé au Pôle emploi 1769 * | | |
|--|-------------|---------------------|
| RECEPTION | LIQUIDATION | MISE EN INSTANCE |
| | | |



Votre contact en direct

056celine.belveaux@pole-emploi.net

C56/ID020/KCDA

M. DJAKNOUN ABDEL
ESCALIER 19 ETAGE 6
BATIMENT 18
8 RUE DE LA PETITE ARCHE
75016 PARIS 16

Références à rappeler

numéro identifiant 5478279B

numéro de dossier 972

numéro d'action 99

PARIS, le 26 décembre 2019

KCDA

Objet : Demande d'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)

Date prévue de fin d'indemnisation : 24/01/2020

Date de fin de contrat de travail : 31/07/2015

Monsieur.

Vous avez atteint ou vous allez atteindre le terme de vos droits aux allocations de l'assurance chômage. Si vous êtes inscrit comme demandeur d'emploi, remplissez la demande et adressez-la par courrier au pôle emploi de votre domicile (adresse en bas de page).

A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR*

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom de naissance _____

 Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) _____

 Prénom _____ Né(e) le ____/____/____ à _____
 N° Sécurité sociale (NIR) _____ Nationalité _____
☐ Marié ☐ Partenaire PACS ☐ Concubin ☐ Célibataire
☐ Veuf ☐ Séparé/Divorcé Enfants à charge ____
 Adresse : N° ____ rue, bld, av ____
 (bât., esc.) _____ Code postal ____ Commune _____
 Tél. (facultatif) ____/____/____/____
 Email (facultatif) : _____@_____
 Acceptez-vous de recevoir de Pôle emploi ? des SMS ☐ Oui ☐ Non des e-mails : ☐ Oui ☐ Non

*** Sauf indication contraire, les réponses aux questions contenues dans ce document sont obligatoires.**

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude de vos droits au titre de l'allocation de solidarité spécifique. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé vous concernant, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à votre reclassement. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle emploi, conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

POLE EMPLOI ILE-DE-FRANCE

Adresse de correspondance

5EME ETAGE CS 40018 23 RUE DES ARDENNES 75928 PARIS CEDEX 19

POLE EMPLOI ILE-DE-FRANCE 21 23 RUE DES ARDENNES 75019 PARIS

www.pole-emploi.fr - 3949 Service gratuit + prix appel

A remplir par le demandeur : 5478279B

VOTRE ACTIVITE PROFESSIONNELLE

L'Allocation de Solidarité Spécifique n'est attribuée qu'aux personnes justifiant d'une activité professionnelle salariée (1) d'au moins cinq ans dans les dix ans précédant la fin de leur dernier contrat ou de périodes assimilées. (art. R. 5423-1, 1° du code du travail).

Combien d'années avez-vous travaillé comme salarié avant le 31 juillet 2015 : Ans.

Joignez une photocopie des certificats de travail correspondant aux dix dernières années.

Situations assimilées à des périodes de travail : (joindre photocopies des justificatifs*)

Si vous vous êtes trouvé dans l'une de ces situations dans les 10 ans précédant la fin de votre contrat de travail, indiquez les dates :

| | | |
|---|----|----|
| Période(s) de prise en charge par la Sécurité Sociale ou par la Mutualité Sociale Agricole au titre des indemnités journalières : | Du | Au |
| Période(s) de Formation Professionnelle | Du | Au |
| Période(s) de Service National ou de volontariat au sens du code du Service National : | Du | Au |
| Période(s) de Service National effectué à l'étranger par une personne ayant la double nationalité (sous réserve de l'existence d'une Convention de réciprocité entre Etats) : | Du | Au |
| Période(s) d'assistance à un handicapé dont l'état nécessitait l'aide d'une tierce personne justifiant l'attribution de l'allocation compensatrice : | Du | Au |

Vous êtes père ou mère de famille

| SI VOUS AVEZ UN OU PLUSIEURS ENFANTS, INDIQUEZ-LE ICI. Indiquez, le cas échéant, si vous avez interrompu votre activité salariée pour élever vos enfants. | Nombre d'enfants | Dates de naissance | Périodes d'interruption de l'activité | |
|--|------------------|--------------------|---------------------------------------|----------|
| Enfant(s) encore à charge (au moment de la demande) | | | Du Du | Au Au |
| Enfant(s) élevé(s) pendant au moins 9 ans avant le 16ème anniversaire et à la charge de l'intéressé ou du conjoint pendant ces 9 ans | | | Du Du | Au Au |

Avez-vous obtenu un congé parental d'éducation (art. L. 1225-47 du code du travail) pour élever vos enfants ? ☐ OUI ☐ NON Si oui, nombre d'enfants élevés :

Durée effective du congé parental :

DU AU

DU AU

* Pôle emploi se réserve la possibilité de vous demander à tout moment l'original des justificatifs correspondants.

(1) préciser éventuellement s'il s'agit d'emplois de dirigeant mandataire de société commerciale ou civile (P.D.G, Directeur Général, Gérant, etc.) d'activités commerciales ou artisanales, ou de l'exercice de professions libérales ou encore d'emplois effectués dans des sociétés dans lesquelles vous avez la qualité d'associé ou d'actionnaire.

A remplir par le demandeur : 5478279B

VOS RESSOURCES

L'Allocation de Solidarité Spécifique n'est versée que si les RESSOURCES de l'intéressé (ou du couple) sont INFÉRIEURES A UN PLAFOND fixé par décret. (art. R. 5423-1-3° du code du travail) :

- Pour une personne seule 70 x le montant de l'allocation journalière de solidarité spécifique
- Pour un couple 110 x le montant de l'allocation journalière de solidarité spécifique

LA DETERMINATION DES RESSOURCES

- Il vous appartient d'indiquer ci-dessous le montant des ressources perçues par vous-même et votre conjoint, ou du partenaire auquel vous êtes lié par un Pacte Civil de Solidarité (PACS) ou de votre concubin(e) (de sexe différent ou de même sexe).
- Vous devez prendre en compte tous les revenus à déclarer à l'administration fiscale au titre de l'impôt sur le revenu, (sauf ceux correspondant aux parties hachurées) SANS PRATIQUER AUCUN ABATTEMENT NI DEDUCTION.
- Les prestations familiales n'ont donc pas à être mentionnées.
- Les revenus perçus à l'étranger doivent être mentionnés, comme s'ils avaient été perçus en France, de même que ceux versés par une organisation internationale.

LES JUSTIFICATIFS DES RESSOURCES

Pour permettre l'instruction de votre dossier par Pôle emploi, toute demande doit être accompagnée de la copie de votre **dernier avis d'impôt sur le revenu**, ainsi que, le cas échéant, de celui de votre conjoint, ou du partenaire auquel vous êtes lié par un Pacte Civil de Solidarité (PACS) ou de votre concubin(e) (de sexe différent ou de même sexe).

Veuillez déclarer ci-dessous les ressources* perçues au cours des 12 derniers mois civils entiers précédant le :

24 janvier 2020

Les pensions alimentaires ou prestations compensatoires versées, fiscalement déductibles, sont à déduire des ressources : elles doivent être déclarées au point 7 du tableau ci-dessous.

INDIQUEZ ICI LA PERIODE PRISE EN COMPTE : du _____ au _____

(exemple : date de fin d'indemnisation : le 15 juin 2009 - période à prendre en compte du 1er juin 2008 au 31 mai 2009)

| | A. Vous-même Sommes perçues (en euros) | B. Votre conjoint** Sommes perçues (en euros) | C. Réservé à Pôle emploi |
|---|--|---|-----------------------------|
| 1- Traitements et salaires (1) (y compris avantages en nature et primes diverses) | | | |
| 2- Revenus et plus-values des professions non-salariées (artisan, commerçant, etc.) (1) (2) | | | |
| 3- Indemnités journalières de sécurité sociale | | | |
| 4- Rémunération de stage et allocations de chômage | | | |
| 5- Pensions (y compris pensions alimentaires et pension d'invalidité), préretraites, retraites (y compris retraites militaires) directes ou de réversion et rentes directes ou de réversion | | | |
| 6- Autres ressources (précisez : revenus des valeurs et capitaux mobiliers, revenus fonciers, plus-values et gains divers, etc.) | | | |
| 7- Pension alimentaire ou prestation compensatoire versée, fiscalement déductible | | | |
| TOTAL | € | € | € |
| | Réservé à Pôle emploi € | € | |

Votre conjoint** exerce-t-il actuellement une activité professionnelle ? ☐ OUI ☐ NON (3)

S'il a cessé cette activité (rupture du contrat de travail, s'il était salarié, ou cessation définitive de son activité non salariée) perçoit-il un revenu de remplacement ? ☐ OUI ☐ NON

Si OUI, s'agit-il d'une ☐ ALLOCATION DE CHOMAGE ☐ PRERETRAITE ☐ PENSION DE RETRAITE

*Pôle emploi se réserve la possibilité de vous demander à tout moment l'original des justificatifs correspondants.

**Votre conjoint, partenaire PACS ou concubin(e) de sexe différent ou de même sexe.

(1) Ne remplissez cette case que si vous exercez actuellement une activité professionnelle réduite tout en continuant à percevoir vos allocations de chômage.

(2) Si votre conjoint** est dirigeant ou créateur d'une micro-entreprise, c'est son revenu fiscal net après abattement qui doit être déclaré.

(3) Si cette activité est simplement suspendue, pour cause de maladie par exemple, vous devez cocher la case oui.

A remplir par le demandeur : 5478279B

| | | |
|--|--|---|
| ● Etes-vous titulaire d'une pension d'invalidité ? | <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> NON |
| Si OUI, de quelle catégorie ? | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 |
| ● Percevez-vous le Revenu Minimum d'Insertion ou le Revenu de Solidarité Active ? | <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> NON |
| Si OUI, depuis quelle date ? _____ | (Joignez la décision d'attribution) | |
| Si NON, avez-vous déposé une demande ? | <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> NON |
| ● Avez-vous perçu le complément de libre choix d'activité de la PAJE, (ou l'Allocation Parentale d'Education) depuis moins de trois ans ? | | |
| <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> A temps plein | <input type="checkbox"/> A temps partiel |
| <input type="checkbox"/> NON | | |
| Si OUI, pendant quelle période ? _____ | (Joignez la décision d'attribution) | |
| ● Percevez-vous l'Allocation aux Adultes Handicapés ? | <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> NON |
| Si OUI, merci de nous fournir le justificatif d'attribution de l'AAH (avec date d'effet et montant) | | |
| ● Percevez-vous l'Allocation de Présence Parentale ? | <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> NON |
| Je soussigné, certifie : | | |
| ● Que je n'exerce plus d'activité professionnelle depuis le : _____ | | |
| ● En cas d'emplois multiples, que j'ai perdu tous mes emplois. | <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> NON |
| ● Que je ne suis pas pris en charge par la Sécurité Sociale ou la Mutualité Sociale Agricole au titre des indemnités journalières. | | |
| ● Que j'aviserais immédiatement Pôle emploi si je reprends une activité professionnelle, qu'elle soit salariée ou non, et que je les informerai de tout changement qui surviendrait dans ma situation par suite de maladie, d'accident, d'invalidité, etc. | | |
| Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur la présente demande. En cas de déclaration inexacte ou d'omission, je serai passible des sanctions prévues à l'article L. 5429-1 du code du travail et de l'exclusion du bénéfice du revenu de remplacement (art. L. 5426-2 et R. 5426-3,3° du code du travail). Par ailleurs, afin d'éviter l'interruption prolongée du paiement des allocations, j'informerai immédiatement Pôle emploi de tout changement d'adresse. | | |
| SIGNATURE OBLIGATOIRE DU DEMANDEUR | | |
| | | A |
| | | Le Certifié exact |

ARTICLE L. 5429-1 DU CODE DU TRAVAIL : « Sous réserve de la constitution éventuelle du délit d'escroquerie défini et sanctionné aux articles 313-1 et 313-3 du code pénal, le fait de bénéficier ou de tenter de bénéficier frauduleusement des allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi définies au présent livre, y compris la prime forfaitaire instituée par l'article L. 5425-3, est puni d'une amende de 4 000 euros. Le fait de faire obtenir frauduleusement ou de tenter de faire obtenir frauduleusement les allocations (....) est puni de la même peine. »

ARTICLE L. 5426-2 DU CODE DU TRAVAIL : « Le revenu de remplacement est supprimé ou réduit par l'autorité administrative dans les cas mentionnés aux 1° à 3° de l'article L. 5412-1 et à l'article L. 5412-2. Il est également supprimé en cas de fraude ou de fausse déclaration. Les sommes indûment perçues donnent lieu à remboursement. »

ARTICLE R. 5426-3 DU CODE DU TRAVAIL : « Le préfet supprime le revenu de remplacement mentionné à l'article L. 5421-1, de manière temporaire ou définitive, ou en réduit le montant, selon les modalités suivantes :

3° En cas de d'absence de déclaration ou de déclaration mensongère du demandeur d'emploi, faite en vue de percevoir indûment le revenu de remplacement, il supprime ce revenu de façon définitive. Toutefois, lorsque ce manquement est lié à une activité non déclarée d'une durée très brève, le revenu de remplacement est supprimé pour une durée de deux à six mois. »

ATTENTION : Un renseignement manquant ou incomplet, l'absence d'une seule des pièces nécessaires, risquent de retarder considérablement le paiement de vos allocations. En cas de correspondance, Pôle emploi ne bénéficie pas de la franchise postale.

Cadre réservé au Pôle emploi

Selon ses déclarations l'intéressé totalise années d'activité salariée.